

Communiqué de presse

Le projet ProGenerix doit être débloqué par le nouveau gouvernement.

Est-ce un tabou de vouloir réduire de 1,5 milliards d'euros le déficit de l'assurance maladie et créer 760 emplois directs, utiles et autofinancés ?

Ce rappel pourra sembler opportun, alors que le Président de la République et le nouveau Premier Ministre viennent tout juste de rappeler la priorité à l'emploi, après que les français aient exprimé leur impatience le 29 mai. Au-delà des déclarations d'intention, ce projet concret donne aussi toute sa chance à la maîtrise médicalisée des dépenses et à la réforme engagée de notre système de soins.

L'institut PUPPEM « Pour Une Prescription Plus Efficace du Médicament » propose aux pouvoirs publics de mettre en place une visite médicale professionnalisée et indépendante de l'industrie pour promouvoir auprès des médecins les « grands médicaments » anciens et génériques, encore au cœur des recommandations de bonne pratique (RBP), mais délaissés par les laboratoires en dépit de leur intérêt pour la collectivité nationale. Le but pour les pouvoirs publics serait d'exercer une influence sur les médecins au moyen d'une visite médicale s'appuyant sur les RBP, pour infléchir de 6 à 2.5% par an la croissance des dépenses observées sur 6 domaines thérapeutiques, sans rapport proportionné à l'amélioration du service médical réellement rendu.

Demande d'audience : L'Institut PUPPEM a été reçu ces derniers mois aux cabinets des Ministres de la Santé (à 4 reprises), du Premier Ministre et du Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (MINEFI), mais aussi par le Directeur de la sécurité sociale, le Directeur général de la santé, le Président du CEPS, les dirigeants des agences sanitaires (AFSSAPS, ANAES, INPES). Tous l'ont écouté avec la plus grande attention et ont accueilli avec un intérêt évident cette initiative. Mais, ces entretiens n'ayant été suivis d'aucune décision, l'Institut PUPPEM demande à présent une audience au Premier Ministre M. Dominique de VILLEPIN, à M. Xavier BERTRAND, Ministre de la Santé, à M. Thierry BRETON, MINEFI, et à M. Philippe BAS, Ministre délégué à la sécurité sociale. L'Institut entend alerter les responsables politiques et l'opinion publique sur le fait que si aucune action dans ce sens n'est rapidement menée, alors ni les économies prévues sur le médicament par la convention médicale pour 2005 (dont on n'observe aucun frémissement et pour lesquels on peut regretter le champ trop limité des domaines thérapeutiques retenus, tant le potentiel d'économie sur la croissance non justifiée des dépenses de médicament est important : anti-ulcéreux, anti-hypertenseurs, antidépresseurs...), ni celles escomptées à partir du « plan génériques » et supposées rapporter 1 milliard d'€ en 2007 ne seront aux rendez-vous. Il invite donc le gouvernement à prendre ses responsabilités et les décisions courageuses et audacieuses qui s'imposent pour remédier rapidement à cette situation qui compromet fortement la réussite de la réforme engagée.

Par ailleurs, l'Institut annonce la ***création du Collectif PUPPEM***, avec son groupe de news et son blog, regroupant les usagers, les professionnels de santé, les acteurs et les décideurs de monde de la santé, ainsi que les responsables politiques qui soutiennent l'initiative ou au moins la mise en place d'une phase test régionale sur un an pour en valider l'efficacité avant déploiement national. Une phase pilote au 1/20^{ème} a déjà été proposée par l'Institut à la demande du cabinet du ministre de la santé, puis à nouveau présentée à la direction de la CNAMTS sous le nom de ProGenerix. Elle serait autofinancée, rapportant dès la première année 9,4 millions d'€ pour un coût de 4,5 millions.

Contact presse : Philippe BONDURAND - Expert en Relations Publiques -
<http://www.mentor-communication.com> - 06 07 84 99 82 - philippe@bondurand.com